

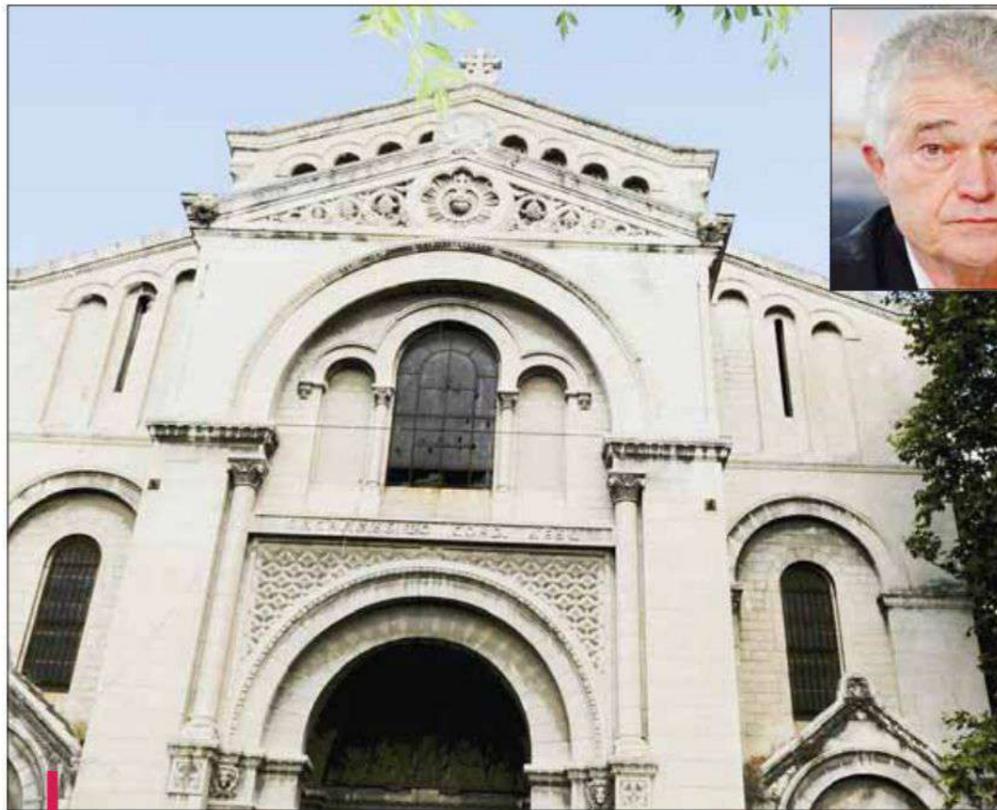
Les patrons passent à l'action

Des entreprises s'associent pour sauver l'église d'Arenc. Et demain, créer un commissariat sur Euroméditerranée ?

Marseille mafia" titrait ce matin-là un grand quotidien du dimanche. Le gros titre de trop pour Marc Piétri, le PDG du groupe de services immobiliers Constructa: "Ces derniers mois, l'image de Marseille a été pilonnée par la presse. Alors oui, à la fin, ça n'énerve même plus, ça blesse", concède, à Paris, ce patron "amoureux" de sa ville. Dans un contexte économique et financier déjà particulièrement tourmenté, le business local, c'est certain, se passerait bien de l'accumulation d'affaires et de faits divers qui plombent l'image de Marseille: "Les investisseurs sont toujours là. Sur Euroméditerranée, on manque de bureaux pour faire face à la demande. Mais attention, si ça continue, à la longue, cette mauvaise réputation de la ville va en refroidir certains, notamment les Anglo-Saxons", estime Marc Piétri, dont le groupe accompagne le fonds géré par JP Morgan Asset Management, notamment dans la valorisation des rez-de-chaussée des Docks. "Mais si je ne croyais pas qu'on peut travailler à Marseille, il y a longtemps que je serais parti", tonne le patron de Constructa.

"Maison des sages"

Encore faut-il convaincre le reste du monde que la cité phocéenne reste *the place to be*. Plutôt que de se laisser balloter par les flots d'une actualité déprimante, ils sont quatre acteurs économiques à avoir préparé un contre-feu, la Caisse d'épargne Provence Alpes Corse, Si-



Quatre acteurs économiques dont Constructa veulent sauver l'église d'Arenc.

J.G. RUOPPOLO

cier, le groupe CMA CGM et le groupe Constructa rejoins par quinze autres patrons (1). Dans la plus grande discrétion -très peu d'acteurs économiques ou politiques de Marseille sont au courant- ils ont déposé en août les statuts d'une association, "Objectif métropole", présidée, pour sa première année d'existence, par Tanya Saadé, vice-présidente de CMA CGM.

Son but? "Plutôt que de faire des pétitions, on est là pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés sur le périmètre d'Euroméditerranée et peser sur la communication de Marseille", indique Marc Piétri, qui voit cet audacieux "pacte" des patrons comme une "œuvre collective". Premier acte fort? Engager le sauvetage de l'église Saint-Martin d'Arenc. Désaffec-

té depuis des décennies, dangereux, cet édifice religieux -déplacé à Arenc lors du percement de la rue de la République- est devenu la "verru" d'un quartier où ont poussé les Archives départementales et où se poursuit, à bonne allure, le chantier de l'hôpital Desbief. "Objectif métropole" pense pouvoir jouer "les mécènes" afin de réhabiliter l'église, propriété

du diocèse. "Il n'est pas question de la raser ni de l'acheter, mais si on est une vingtaine à mettre de l'argent sur la table, on pourra déjà la restaurer", indique le patron de Constructa, qui y verrait bien, à terme, "une maison des sages", mêlant "culte et culture".

5 M€ seraient nécessaires à la réhabilitation du site, le double pour sa reconversion, juge le diocèse. Le vicaire général Denis Honnorat salue en tout cas "le travail sérieux" mené par "Objectif métropole". "Pour la première fois, ce dossier, au point mort, semble avancer, se félicite-t-il. Le manque d'argent est toujours ce qui a bloqué. On se disait que c'était foutu et qu'il faudrait la mettre à terre." Un "symbole catastrophique" auquel aucun évêque n'a jamais pu se résoudre... "Une présence chrétienne doit demeurer dans le quartier." Mais "Objectif métropole" réfléchit aussi à d'autres pistes. Plus surprenantes. Car situées dans un champ d'intervention où n'évoluent encore que les pouvoirs publics, à commencer par l'État. Ainsi, la création du commissariat qu'élus et investisseurs appellent de leurs vœux à La Joliette-Arenc pourrait recevoir un coup de pouce de l'association. Alors que le ministère de l'Intérieur a demandé à Euroméditerranée de trouver un site où implanter cet équipement, Marc Piétri et ses partenaires seraient prêts à aller plus loin: "La sécurité est le plus gros pro-

"On est là pour aider l'État à accoucher de ses projets." MARC PIÉTRI

blème auquel est confronté le périmètre, rappelle-t-il. Si cette question était réglée, les hôtels, les Terrasses du Port marcheraient du feu de Dieu! Or on sait que dans les cinq prochaines années, on ne pourra pas compter sur les subsides de l'État." L'association qui, elle, peut mobiliser des fonds, réfléchit donc, "peut-être sous la forme d'un PPP", rien n'est encore acté, aux façons de hâter la livraison de cet "outil indispensable". Des privés investissant le champ de la sécurité, pouvoir régional s'il en est, peut-être demain celui de la voirie ("Objectif métropole" cogite encore, en "ateliers", sur la circulation, l'éclairage...)? Apparemment, les élus s'en réjouissent plutôt (lire ci-dessous). "Nous ne voulons marcher sur les pieds de personne, assure Marc Piétri, on veut juste aider l'État à accoucher de ses projets. S'il y a des bonnes volontés, on y arrivera. On a tous à y gagner."

Delphine TANGUY

(1) Les membres de l'association sont: Altarea Cogedim, ANF Immobilier, Atemi, BNP Paribas Immobilier, CEP PAC, CMA CGM, Constructa, Crédit agricole Immobilier, FIE, Foncière des Régions, groupe Accor (Suite Novotel, Ibis) Hammerson, Hôpital Ambroise Pare, JP Morgan Asset Management, LC21, Sicier, Vinci immo, Vinci park, Viveris Reim

VOTRE AVIS

Que pensez-vous de l'initiative de ces investisseurs marseillais ?



Jacques Boulesteix
préside le conseil de développement de MPM

"Cette proposition est révélatrice de l'impatience légitime des acteurs économiques. Il faut accélérer Euroméditerranée. Pour cela, il faut plus d'investissements aussi bien publics que privés. Mais chacun son job ! Celui des pouvoirs publics est d'assumer leurs compétences en matière de sécurité, d'animation, de services publics. J'ai toujours été opposé aux PPP: c'est de l'emprunt déguisé, cela coûte à la fin plus cher au contribuable et diminue les capacités de financement privé pour des opérations de construction purement privées. Le privé n'est pas là pour être le bailleur de l'État". /PHOTO C.S.



Jacques Pfister
préside la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille

"Pour nous, la priorité c'est la sécurité. Or, le périmètre d'Euroméditerranée requiert de nouvelles formes de sécurité et de protection spécifiques. Il n'est pas seulement question de protéger des biens dans une vitrine mais aussi des données industrielles, des brevets ! Que le privé propose un partage de la gestion d'un domaine comme celui de la sécurité, pourquoi pas: dans la mesure où l'on est dans la transparence d'une concession d'un service régalien de l'État... Nous n'avons pas de position dogmatique là-dessus. Mais nous n'avons pas non plus vu de dossier..." /PHOTO F.S.



Roland Blum
premier adjoint UMP de la mairie de Marseille

"Cette initiative me semble excellente: que des chefs d'entreprise de cette qualité travaillent en coopération avec la Ville et Euroméditerranée, on ne peut que s'en réjouir. Pour la création du commissariat, il faudrait trouver la forme administrative adéquate car la sécurité est un pouvoir régalien de l'État. Mais un PPP avec le ministère de l'Intérieur est possible. Cela dit les PPP ne doivent pas devenir systématiques. En revanche, ne jouons pas les Tartuffe: avec la dette de l'État, l'euro qui risque d'exploser, si l'on ne veut pas attendre cinq à dix ans, l'aide du privé sera une bonne chose". /PHOTO P.N.



Guy Teissier
préside Euroméditerranée et est le député maire UMP des 9^e-10^e

"Ce commissariat, c'est moi qui ai formulé en premier son impérieuse nécessité: j'avais à ce sujet interpellé tous les derniers préfets à la sécurité. Ils étaient d'ailleurs d'accord avec moi pour reconnaître le besoin de sécurité sur le périmètre d'Euroméditerranée. Qu'un "carré d'as" -des investisseurs importants comme CMA-CGM, Constructa, la Caisse d'Épargne, Sicier- viennent donner un coup d'accélérateur à l'État sur ce dossier, j'applaudis des deux mains ! Ils veulent, comme moi, que cette ville avance et que l'ordre y soit rétabli. C'est ainsi que l'on construit "la ville sur la ville". /P.N.



Lisette Narducci
est la maire PS des 2^e et 3^e arr.

"J'avais entendu parler d'un mécénat pour sauver Saint-Martin d'Arenc: je suis ravie que ce dossier avance ! Il est resté en panne trop longtemps et les riverains l'attendent. Quant à ce que ces patrons s'investissent dans la création d'un commissariat, je trouve ça tout de même surprenant: l'État doit garder toute sa place et ses prérogatives, non ? On n'est pas aux États-Unis... Cela dit, la sécurité me tient particulièrement à cœur et ce projet de commissariat est au point mort depuis des années. Si le privé lui donne un coup de pouce, je ne vais pas m'y opposer". /P.N.